

TRAVAIL ET ACTIVITE :
Eclairages latino-américains.

Dossier coordonné par
Marc Bessin, Denis Merklen et Monique de Saint-Martin

La frontière qui sépare « travail » et « activité » structure les sociétés modernes. Or son brouillage inhérent aux évolutions récentes du capitalisme pose des questions essentielles. L'objectif de ce dossier est de les aborder à partir des sociétés latino-américaines, en permettant ainsi d'analyser cette transformation sociale profonde d'une manière pertinente et originale.

Pourquoi l'Amérique latine ? Très longtemps associée au poids de la paysannerie, à la « marginalité » urbaine et, en dernière instance, au « sous-développement » de l'Amérique latine, l'« informalité » était étudiée comme un phénomène local, presque caractéristique d'une aire culturelle. Les travaux menés sur l'Amérique du Sud ou sur l'Amérique centrale qui soulignaient son caractère à la fois illégal et socialement légitimé étaient certes appréciés, mais considérés comme non transposables, notamment aux sociétés « développées » libérées de ce problème depuis le XIX^e siècle. Or, tout semble indiquer que les processus étudiés en Amérique latine sont proches des préoccupations qui inquiètent aujourd'hui les chercheurs européens. En ce sens, ce dossier remet sur l'établi la question de l'articulation du travail et de l'activité à partir d'une série d'éclairages émanant de recherches récentes sur les sociétés d'Amérique du Sud ou d'Amérique centrale.

Les sciences sociales latino-américaines possèdent donc une longue expérience en la matière. Les travaux de sociologues comme Gino Germani, Fernando H. Cardoso, José Nun ou Carlos Quijano ont été pionniers dans la discussion des limites du travail à la fois dans son pouvoir intégrateur des individus et dans son pouvoir de structuration de la société. Cette expérience latino-américaine est longue d'un demi-siècle. Mais deux conjonctures successives s'ajoutent au bilan latino-américain des années 1950 et 1960. Premièrement, l'avancée néolibérale des années 1970 et 1980 provoqua une déstructuration encore majeure et un glissement des politiques publiques vers la « lutte contre la pauvreté » avec un abandon du thème du travail. Ensuite, la rupture avec les organismes internationaux de crédit et la mise en question du « consensus de Washington » à partir de 2001 provoqua une réapparition de la problématique du travail sur la scène publique, une réorientation des politiques sociales et un retour de la problématique du travail dans l'ensemble des pays latino-américains. Dès lors, un nombre important d'études monographiques, surtout de la part des jeunes chercheurs, réinterroge la place du travail à la fois au niveau du vécu et des structures sociales.

La question de la frontière qui sépare le travail des autres formes de l'activité n'est évidemment pas exclusive à l'Amérique du Sud. Néanmoins, à la fois par l'histoire des sciences sociales et par la conjoncture du sous-continent, les études en provenance de l'Amérique latine peuvent contribuer de manière spécifique à une discussion désormais globale.

La distinction classique entre travail et activité permet de caractériser des dimensions de la vie sociale et de les séparer avec des lois et des normes parfaitement identifiables. Emergent ainsi des domaines d'activité nettement différenciés dès lors qu'on reconnaît l'univers du travail par sa soumission à la contrainte. Le travail s'inscrit dans le monde des rapports sociaux alors que l'activité se déploierait simplement dans celui des relations sociales. En même temps, la distinction travail/activité permet à l'individu d'organiser sa vie quotidienne, ses sources d'identification et de subjectivation. Les travaux de Robert Castel peuvent être lus, de ce point

de vue, comme une clarification conceptuelle où le travail apparaît comme l'univers où se consolident les « supports » permettant à l'individu de conquérir une certaine indépendance sociale, alors que l'activité fournit l'occasion d'observer les multiples domaines dans lesquels chacun déploie sa personnalité. Il est dès lors clair que travail et activité ne participent pas de la même façon à la construction de l'identité et aux processus d'individualisation. La rationalisation des sociétés industrielles centrées sur le travail a en effet induit ou renforcé des dichotomies hiérarchisantes (public / privé, professionnel / domestique, raison / émotions...) contribuant à la construction de catégories issues d'autres rapports de domination (genre et âges notamment).

Il s'agira dans ce dossier de saisir les effets d'une transformation fondamentale tendant à fondre le travail dans le magma des activités de l'individu et, inversement, à ne plus pouvoir distinguer les activités économiques destinées à gagner sa vie des autres. La frontière séparant les deux univers s'efface au profit de zones de transition entre des couches de la société fortement structurées par le salariat, et d'autres catégories où les moyens de subsistance disponibles sont moins systématiques. Les multiples dérégulations du marché du travail et le desserrement des contraintes publiques imposées à la mise en mobilité de la main d'œuvre constituent les forces premières des mutations du monde du travail. Alors que celui-ci s'est « flexibilisé » tout au long des trente dernières années, les individus sont devenus de plus en plus mobiles. Et cette « mobilité » des individus tend à rendre opaque toute évaluation des transformations du monde du travail. Car entre mobilité souhaitée et mise en mobilité subie, il est parfois difficile de faire la part des choses. La critique « artiste » a fortement renouvelé le rapport au travail. Les mouvements féministes, en mettant en lumière la dimension éminemment politique du privé, ont impulsé une dynamique égalitaire et subversive en partie fondée sur l'indissociabilité des sphères domestiques et salariées. Jusqu'à quel point toutes ces considérations sur les ambivalences des mutations des sociétés salariales se retrouvent-elles dans les contextes latino-américains ?

Les articles réunis dans ce dossier traiteront de cette tendance forte à confondre travail et activité, des aspirations auxquelles elle renvoie, des formes de souffrance qu'elle entraîne et des façons qu'ont les individus de faire face à cette évolution à partir des expériences latino-américaines. Les articles s'appuieront sur des recherches de terrain menées avec minutie et précision. Ils s'attacheront par exemple à décrire la redéfinition par les acteurs de ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, à rendre visible la place donnée à l'engagement militant dans les activités de survie ou à la « professionnalisation » des formes de solidarité locale, à décrire comment la référence à la loi est souvent en tension avec les définitions locales et parfois domestiques du droit. Il s'agira de montrer des individus agissant sur un terrain conflictuel, des individus qui se battent quotidiennement pour trouver des définitions socialement acceptables de ce qu'est le travail.

Les articles devront parvenir **avant le 30 Septembre 2008** au secrétariat de la rédaction de *L'Homme et la société* et aux coordinateurs du numéro, qui restent à la disposition des contributeurs/trices éventuel/les.

Pour tout contact :

- le secrétariat de rédaction de la revue, Jean-Jacques Deldyck (deldyck at univ-paris-diderot.fr)
- la coordination du numéro, Marc Bessin (bessin at ehess.fr), Denis Merklen (merklen at ehess.fr) et Monique de Saint-Martin (smartin @ ehess.fr)